

OPINION INDIVIDUELLE DE M. B. WINIARSKI

L'avis constate que la question soumise à la Cour se réfère seulement à des jugements rendus par le tribunal administratif dans les limites de sa compétence et qu'elle a en vue des jugements rendus par le tribunal régulièrement constitué. « Il est vrai, dit l'avis, que cette question invite la Cour à dire si l'Assemblée générale a le droit de refuser d'exécuter un jugement pour une raison quelconque. Mais il serait difficile de considérer que l'Assemblée générale, en insérant ces mots, ait voulu modifier le sens qui découle naturellement des autres termes de la question ainsi que des considérations contenues dans sa résolution. » En conséquence, la Cour formule ainsi la question telle qu'elle l'entend et à laquelle l'avis doit répondre : « la Cour est invitée à examiner la question générale et abstraite de savoir si l'Assemblée générale est fondée en droit à refuser d'exécuter un jugement accordant indemnité, rendu par le tribunal administratif régulièrement constitué et agissant dans les limites de sa compétence statutaire » ; plus loin, l'avis ajoute que « les considérations énoncées ci-dessus par la Cour reposent sur cette base ».

A cette formule il faudrait, à mon avis, ajouter un troisième élément qui la compléterait utilement : tribunal régulièrement constitué, agissant dans les limites de sa compétence et en conformité avec les règles de sa procédure. Si l'avis constate que « dans aucun de ces rapports ou textes pertinents on ne trouve de suggestion qui donnerait à penser que le tribunal, lorsqu'il a rendu ses jugements dans les onze affaires, n'était pas légalement constitué », on pourrait ajouter avec autant de raison : ou qu'il a méconnu une règle essentielle de sa procédure. De toute façon je comprends l'avis comme ayant en vue des jugements qui ne sont pas entachés de nullité et par conséquent j'ai pu voter avec la majorité, car je considère avec elle que l'Assemblée générale n'a pas le droit de refuser d'exécuter un jugement si la raison qu'elle invoque se réduit à une mauvaise application du droit ou à une constatation ou appréciation erronée des faits.

Après avoir ainsi interprété la question à laquelle il donne sa réponse dans le dispositif, l'avis formule l'hypothèse suivante qui, à mon sens, est en dehors de la base sur laquelle reposent les considérations de la Cour : « Si, cependant, en insérant les mots « pour une raison quelconque » l'Assemblée générale avait entendu se référer aussi à des jugements dépassant la compétence du tribunal ou à quelque autre vice pouvant affecter un jugement,

INDIVIDUAL OPINION BY JUDGE B. WINIARSKI

[Translation]

The Advisory Opinion indicates that the question submitted to the Court concerns only awards made by the Administrative Tribunal within the limits of its competence and that it contemplates awards made by the Tribunal when properly constituted. "It is true", it is said in the Opinion, "that by this Question the Court is requested to say whether the General Assembly has the right to refuse to give effect to an award 'on any grounds'. But it is difficult to hold that the General Assembly, by inserting these words, intended to modify the meaning which naturally follows from the other terms of the Question and from the considerations contained in its Resolution." The Court accordingly formulates as follows the way in which it understands the Question which the Advisory Opinion must answer: "the Court is requested to consider the general and abstract question whether the General Assembly is legally entitled to refuse to give effect to an award of compensation made by the Administrative Tribunal, properly constituted and acting within the limits of its statutory competence"; farther on in the Opinion it is added that "the previous observations of the Court are based upon that ground".

To this formula it would, in my opinion, be necessary to add a third element to complete it correctly: the Tribunal, properly constituted, acting within the limits of its statutory competence and in accordance with the rules of its procedure. The Opinion states that "in none of these reports or relevant records is to be found any suggestion indicating that the Tribunal, when rendering its awards in those eleven cases, was not legally constituted", but it might with equal reason be added: or that it disregarded any essential rule of its procedure. In any event, I understand the Opinion as contemplating awards which are not nullities, and I was accordingly able to vote with the majority, for, like the majority, I consider that the General Assembly has not the right to refuse to give effect to an award where the ground on which it relies is merely an incorrect application of the law or a mistaken finding or appraisal of the facts.

Having thus construed the question to which the answer is given in its operative part, the Advisory Opinion then refers to the following hypothesis which, in my view, goes beyond the ground upon which the observations of the Court are based: "If, however, the General Assembly, by inserting the words 'on any grounds', intended also to refer to awards made in excess of the Tribunal's competence or to any other defect which might vitiate an award,

un problème se poserait qui appelle quelques observations générales.»

Je regrette de ne pas pouvoir m'associer à ces observations ; et comme elles m'obligent à préciser mon vote, je me vois amené à joindre à l'avis quelques considérations qui résument brièvement mon point de vue.

L'avis dit que le problème envisagé dans cette hypothèse ne poserait pas la question de la nullité d'une sentence arbitrale rendue au cours d'un arbitrage ordinaire entre États, car dans le cas présent il s'agit des jugements prononcés par un tribunal permanent établi par l'Assemblée générale, fonctionnant en vertu d'un statut spécial adopté par l'Assemblée générale et dans le cadre du système juridique organisé des Nations Unies. Si ce passage vise un jugement entaché de nullité, je ne vois aucune différence entre la nullité d'une sentence arbitrale et celle d'un jugement rendu par le tribunal administratif. Une sentence arbitrale, qui est toujours définitive et sans appel, peut être entachée de nullité ; dans ce cas la partie à l'arbitrage est justifiée dans son refus de l'exécuter. Ceci n'est pas une règle propre au seul arbitrage ordinaire entre États ; c'est une application naturelle et inévitable du principe général de tout droit : non seulement un arrêt, mais aucun acte ne peut produire d'effets légaux s'il est juridiquement nul. Le tribunal administratif, organisé comme il l'est, pour d'importantes raisons pratiques, est un tribunal permanent offert par les Nations Unies et accepté par le fonctionnaire dans un contrat librement consenti. Il ne constitue pas et ne peut pas constituer une exception à la règle générale. Ses jugements sont définitifs et sans appel ; mais cette disposition du statut dit ce qu'elle dit, et l'avis cite la déclaration du rapporteur de la V^{me} Commission de l'Assemblée générale lors de la discussion du projet de statut du tribunal administratif. En indiquant, à la séance du 15 novembre 1946, que les décisions du tribunal seraient sans appel, le rapporteur a continué : « appeler à une compétence supérieure des jugements du tribunal administratif, ce serait retarder le règlement définitif des affaires.... ». Une procédure d'appel n'est pas possible sans une disposition expresse organisant avant tout une instance d'appel. Mais l'appel est une chose, le refus d'exécuter un jugement entaché de nullité en est une autre. L'opinion d'après laquelle il serait possible pour une partie d'invoquer la règle de la nullité seulement dans le cas où une procédure à cet effet serait organisée, ne trouve pas d'appui dans le droit international. Une telle procédure peut être organisée *ad hoc* entre États comme dans l'affaire de l'Orinoco Steamship Company, elle a été organisée en ce qui concerne le tribunal administratif de l'Organisation internationale du Travail ; mais l'absence de procédure organisée ne supprime pas la nullité ; la thèse : pas de nullité sans instance, n'est pas fondée. Il n'est pas besoin non plus que le principe d'après lequel la partie est

there would arise a problem which calls for some general observations."

I regret to be unable to associate myself with these observations: and as they make it necessary for me to clarify my vote, I am compelled to append to the Advisory Opinion certain considerations which briefly summarize my point of view.

It is said in the Opinion that the problem envisaged by this hypothesis would not raise the question of the nullity of arbitral awards made in the ordinary course of arbitration between States, for the present case concerns judgments pronounced by a permanent judicial tribunal established by the General Assembly, functioning under a special statute adopted by the General Assembly and within the organized legal system of the United Nations. If this passage refers to a judgment vitiated by such defects as to be a nullity, I can see no difference between the nullity of an arbitral award and that of an award made by the Administrative Tribunal. An arbitral award, which is always final and without appeal, may be vitiated by defects which make it void; in this event, a party to the arbitration will be justified in refusing to give effect to it. This is not by virtue of any rule peculiar to ordinary arbitration between States; it is a natural and inevitable application of a general principle existing in all law: not only a judgment, but any act is incapable of producing legal effects if it is legally null and void. The Administrative Tribunal, organized as it is, for important practical reasons, is a permanent tribunal made available by the United Nations and accepted by staff members under a contract freely entered into. It does not and cannot constitute an exception to the general rule. Its judgments are final and without appeal; but this provision of the Statute says what it says, and the Opinion quotes the Statement of the rapporteur of the Fifth Committee of the General Assembly when the draft Statute of the Administrative Tribunal was under discussion. Indicating that there would be no appeal from the decisions of the Tribunal, the rapporteur, at the meeting on November 15th, 1946, referred to delay in "the final decision in a case...." if there should be "appeal beyond the Administrative Tribunal". There can be no appellate procedure in the absence of an express provision which must in the first place establish an appellate tribunal. But appeal is one thing, and refusal to give effect to a judgment which is a nullity is another. The view that it is only possible for a party to rely on the rule relating to nullities where some procedure for this purpose is established, finds no support in international law. Such a procedure may be established *ad hoc* between States, as it was in the Orinoco Steamship Company case; it was established in the case of the Administrative Tribunal of the International Labour Organisation; but the absence of an organized procedure does not do away with nullities, and there is no warrant for the idea that there can be no nullity if there is no appropriate court to take cognizance of it. Nor is it necessary that

fondée à refuser d'exécuter un jugement juridiquement nul soit consacré par une disposition expresse.

Il se peut cependant que l'avis, lorsqu'il examine l'hypothèse qui a donné lieu à la présente opinion individuelle, n'ait en vue qu'une revision organisée, revision dans le sens d'un nouvel examen de l'affaire ainsi qu'il paraît résulter des lignes finales de l'alinéa visé dans ces observations : « la Cour estime que l'Assemblée générale elle-même ... ne pourrait guère agir comme un organe judiciaire examinant les arguments des parties, appréciant les preuves produites par elles, établissant les faits et disant le droit qui s'y applique ». Ici l'avis paraît avoir en vue un examen en appel, peut-être aussi en annulation, mais ceci est en dehors de la question posée par l'Assemblée générale et qui a pour objet non pas une pareille revision mais simplement un refus d'exécuter.

Ayant accepté l'avis sur la base définie par la Cour, je peux me limiter à ces brèves remarques pour constater un désaccord avec ce que je crois être le sens des « observations générales ». Comme elles me paraissent sortir du cadre de ce qui a déterminé l'attitude de la Cour, je m'abstiens de présenter des développements détaillés à ce sujet.

(Signé) B. WINIARSKI.

the principle, in accordance with which a party is entitled to refuse to give effect to a judgment which legally is a nullity, should be enunciated in any express provision.

It is, however, possible that when it considered the hypothesis which has given rise to this Individual Opinion, the Advisory Opinion was contemplating simply an established system of review, review in the sense of a further consideration of the case, and this seems to be so in view of the last lines of the paragraph referred to: "the Court is of opinion that the General Assembly itself could hardly act as a judicial organ—considering the arguments of the parties, appraising the evidence produced by them, establishing the facts and declaring the law applicable to them". Here, the Opinion seems to be contemplating a consideration on appeal and perhaps in proceedings to have a decision quashed, but this is outside the scope of the question referred to the Court by the General Assembly, which is not concerned with a review of this sort but merely with a refusal to give effect to an award.

Having indicated my agreement with the opinion of the Court on the ground defined by it, I can confine myself to these brief observations designed to indicate my disagreement with what I believe to be the purport of the "general observations". As they appear to me to be outside the scope of the factors which determined the attitude of the Court, I shall refrain from going into any detailed argument on this point.

(Signed) B. WINIARSKI.